

Emmanuel Macron confirme une vente massive des "bijoux de famille" dans les prochains mois

On en parlait depuis quelques temps mais ce n'était encore qu'une rumeur. Désormais, c'est officiel : les bijoux de famille de l'Etat français vont bien être vendus par le gouvernement qui cherche désespérément de trouver de l'argent pour réduire un peu sa dette. Emmanuel Macron a confirmé la chose dans une interview au Monde ce dimanche 16 novembre 2014. Ségolène Royal veille...

Privatiser le secteur de l'énergie...

Le gouvernement cible essentiellement, dans cette vente, ses parts dans le secteur énergétique, dont il détient des actions pour une valeur d'environ 110 milliards d'euros. S'il ne compte pas en vendre l'intégralité, il espère tout de même dégager assez d'argent pour compenser la perte de revenus et, peut-être, réduire un peu sa dette (même si on n'y croit pas trop).

Emmanuel Macron espère ainsi vendre entre 5 et 10 milliards d'euros d'actifs dans le secteur de l'énergie dans un délai assez court : 18 mois. En commençant par des entreprises moins stratégiques qu'EDF, par exemple. Notamment la cession de parts dans les aéroports régionaux qui fait la une des journaux ces derniers temps.

En effet, l'aéroport de Toulouse-Blagnac, détenu à 60% par l'Etat, pourrait être cédé à un consortium mené par les chinois qui serait intéressé à en acquérir 49,99% du capital, devenant ainsi l'actionnaire numéro un. Objectif : faire de Toulouse un hub international pour les touristes chinois, qui sont environ 100 millions chaque année en France.

... sans perdre le pouvoir décisionnel

Le gouvernement n'est pas pour autant fou : vendre des actifs stratégiques c'est une idée, mais il ne faudrait surtout pas que l'Etat perde son pouvoir de décision au sein des entreprises en question. Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, a été claire sur le sujet : elle sera « extrêmement vigilante » sur ce point.

En cédant, par exemple, 15% des actifs dans les aéroports de Paris, l'Etat descendrait à 45,6% du capital... et garderait ainsi son pouvoir de blocage. Au total, quelques 16 milliards d'euros d'actifs pourraient ainsi être cédés sans perdre ce pouvoir stratégique.

Les aéroports de Toulouse, de Lyon, de Paris... mais également le réseau RTE qui gère la haute tension en France sont autant de possibilités pour le gouvernement de renflouer un peu les caisses de l'Etat, « se désendetter et surtout investir sur ses priorités », selon les propos d'Emmanuel Macron.